

L'élection générale de 1992 en Grande-Bretagne et l'élection présidentielle de 1995 en France

Anthony Heath, Gilles Ivaldi

▶ **To cite this version:**

Anthony Heath, Gilles Ivaldi. L'élection générale de 1992 en Grande-Bretagne et l'élection présidentielle de 1995 en France. La Lettre de la Maison Française d'Oxford, 1996, 5, pp.37-55. hal-03248540

HAL Id: hal-03248540
https://hal.science/hal-03248540

Submitted on 3 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Lettre de la Maison Française
n°5, Michaelmas Term, 1996, p. 37-55

L'élection générale de 1992 en Grande-Bretagne et l'élection présidentielle de 1995 en France

Introduction

L'élection générale britannique et l'élection présidentielle française constituent incontestablement deux rendez-vous majeurs des systèmes politiques de ces deux nations démocratiques. Bien que distantes dans le temps, ces consultations fournissent l'opportunité d'ouvrir le débat sur la plupart des mécanismes électoraux qui sont aujourd'hui au coeur de l'analyse scientifique des comportements participatifs.

En introduction de cette série de séminaires, la présentation générale des dynamiques propres à chacune de ces élections fournit l'opportunité de re-situer les principaux acteurs et événements dans leurs contextes. Elle permet aussi de décrire brièvement l'essentiel des phénomènes sociaux et politiques qui structurent au début des années 1990 l'orientation des choix politiques en Grande-Bretagne et en France. La différence de situation dans chacun de ces deux pays atteste de l'intérêt d'une approche comparée lorsqu'il s'agit d'évoquer la crise ou la stabilité des systèmes de partis, l'émergence d'un vote protestataire, le déclin des identités partisanes, l'accroissement de la volatilité électorale ou la réalité contemporaine des logiques sociales du vote.

Les analyses présentées lors de cette première rencontre s'appuient sur deux ouvrages parus à la suite des élections. En Grande-Bretagne, une étude complète des ressorts de l'élection générale de 1992 est parue en 1994 dans l'ouvrage collectif publié par l'équipe en charge des *British Election Surveys*, dirigé par Anthony Heath, Roger Jowell et John Curtice, sous le titre *Labour's Last Chance ?* [1] Pour le cas français, les résultats de l'élection présidentielle d'avril-mai 1995 ont été commentés et analysés par les équipes de recherche du CEVIPOF (Centre d'Etudes de la Vie Politique Française, Paris) et du CIDSP (Centre d'Informatisation des Données Socio-Politiques, Grenoble) dans l'ouvrage collectif intitulé *Le Vote de crise* , paru en 1995 sous la direction de Pascal Perrineau et Colette Ysmal [2].

---

[1] Anthony HEATH, Roger JOWELL, John CURTICE (Eds), *Labour's Last Chance ?* The 1992 Election and Beyond, Aldershot, Dartmouth, 1994.

[2] Pascal PERRINEAU, Colette YSMAL (Eds), *Le Vote de Crise* : l'élection présidentielle de 1995, Paris, Département d'Etudes politiques du Figaro, Presses de Science Po, 1995.

L'élection générale de 1992 (Grande-Bretagne)

A bien des égards, l'élection générale de 1992 apparaît, prise dans son contexte, comme très largement favorable à un succès du Parti travailliste : au début des années 1990, le pays n'est pas encore totalement remis des séquelles de la période de récession économique ; le débat sur la très controversée *Poll Tax*, qui avait certainement joué un rôle important dans la décision de Margaret Thatcher de quitter le pouvoir en 1990, est encore frais dans tous les esprits ; l'alternative politique qu'avaient espérer un temps incarner les Libéraux et les Sociaux-Démocrates semble très largement incapable de briser "*the mould of British Politics*" ; le Labour Party, enfin, est parvenu à modifier partiellement son agenda politique en abandonnant progressivement ses thèmes les plus impopulaires tels que les nationalisations ou le désarmement nucléaire.

Malgré cette conjonction de facteurs propices à une réussite des travaillistes, l'élection de 1992 est marquée par une nouvelle victoire du camp conservateur. Les raisons possibles de cet échec du Labour Party sont nombreuses : erreurs stratégiques durant la campagne électorale ; conséquences de la couverture médiatique et des attaques dont a été victime Neil Kinnock, alors chef de file de l'opposition ; plus grande confiance dans le parti conservateur pour la gestion de l'économie nationale ; effets de *leadership* et plus grand charisme personnel de John Major ; surestimation enfin des suites politiques possibles du débat sur la *Poll Tax*. Pour efficients qu'ils puissent être, ces divers facteurs ne suffisent sans doute pas à rendre compte de l'insuccès du Labour Party. En 1992, les travaillistes obtiennent en effet un score inférieur à celui de 1979 et enregistrent un de leurs plus mauvais résultats sur l'ensemble de la période qui débute avec l'immédiat après-guerre.

L'élection générale de 1992 en Grande-Bretagne

	% des suffrages	Nombre de sièges
Conservative	42.8	336
Labour	35.2	271
Liberal Democrat	18.3	20
Plaid Cymru	0.5	4
Scottish National Party	1.9	3
Autres	1.4	0

A l'évidence, la contre-performance travailliste s'inscrit dans une logique de long terme et les motifs qui peuvent aider à comprendre la déroute de la gauche apparaissent plus profondément ancrés au coeur même du système politique. L'évolution globale de la société britannique joue contre le Labour Party. Ce dernier a traditionnellement trouvé l'essentiel de son support électoral au sein de la classe ouvrière. Or, on a pu observer depuis plusieurs dizaines d'années maintenant une tendance régulière à la contraction et la réduction progressives de l'électorat travailliste potentiel. Tout porte à croire à l'heure actuelle que cette tendance générale va se poursuivre dans les années à venir et contribuer ainsi à éroder un peu plus la base "naturelle" du Labour. La concurrence du Scottish National Party menace de surcroît de mordre sur l'électorat populaire des travaillistes en mobilisant les électeurs autour du sentiment national. A cela s'ajoute la concentration géographique du vote de gauche dans les bastions du nord du pays, qui rend difficile toute extension vers le sud, condition pourtant nécessaire à l'obtention d'une majorité de sièges à la *House of Commons*.

Remarques générales sur la campagne

La campagne électorale de 1992 a sans doute été l'une des plus surprenantes. Lorsque le Premier Ministre demande à la Reine de dissoudre le Parlement en mars, les sondages donnent à chacun des deux principaux partis un score équivalent de 40 %, les travaillistes devançant parfois même les conservateurs d'une courte tête dans les multiples estimations fournies par les instituts spécialisés. Au final cependant, les conservateurs totalisent 42.8 % des suffrages, score supérieur de plus de 7 points à celui obtenu par le Labour Party. Le décalage entre les prévisions des enquêtes pré-électorales et le résultat définitif invite à considérer trois aspects importants : est-il possible de constater en 1992 un accroissement du nombre des indécis, entendons ici ceux des électeurs qui ont fait leur choix pendant la campagne ? A-t-on assisté à des mouvements de voix de dernière minute ? Peut-on enfin identifier un ou plusieurs tournants dans le courant de la campagne, moments clés où les événements auraient basculé en faveur des conservateurs et sauvé le gouvernement de John Major ?

Les enquêtes réalisées dans le cadre des *British Election Surveys* (BES) permettent d'apporter une réponse négative à la première de nos trois questions. Depuis près de vingt ans, la part des électeurs hésitants n'a pas varié de façon sensible et l'on retrouve en 1992 un pourcentage comparable d'individus déclarant avoir fait leur choix durant la campagne électorale (24 % en 1992 contre 23 % en 1974 ou 22 % en 1983). On notera au

passage la définition même de l'indécision puisque sont désignés ici comme électeurs flottants les personnes ayant pris leur décision durant la campagne au sens large et non, comme cela a été le cas en France lors de la dernière élection présidentielle, dans les derniers jours ou les dernières heures précédant le scrutin. Si un quart du corps électoral semble ainsi sensible à la persuasion politique telle qu'elle entre en ligne de compte au moment de la campagne, l'hésitation ne peut pas être à proprement parler considérée comme un facteur explicatif de la défaite travailliste de 1992 : de fait, les enquêtes réalisées à l'issue de l'élection générale tendent à démontrer que la plupart des mouvements individuels d'électeurs s'annulent et que les fluctuations demeurent très largement marginales.

Plusieurs sources permettent de vérifier le bien-fondé de l'hypothèse d'un retournement de dernière heure qui aurait profité aux conservateurs. Les enquêtes par panel apportent une nouvelle fois ici un ensemble d'informations pertinentes pour tenter d'appréhender ce phénomène. Sur la base des données fournies par le groupe de sondages effectués avant et après l'élection, on note clairement une correspondance très forte entre les intentions de vote déclarées avant l'échéance d'avril et le comportement effectif des individus au moment du choix définitif tel qu'il ressort de leurs réponses aux questions ou des résultats officiels. Ce fort degré de concordance montre sans doute l'erreur commise par beaucoup de sondages d'opinion : à l'inverse, les informations fournies par les BES ont très tôt permis de percevoir l'avance du Conservative Party sur son rival. De plus, il apparaît que la transition d'un camp à l'autre - c'est-à-dire le changement d'obédience entre l'intention de vote et le choix final - a représenté un phénomène très marginal. Il est donc possible d'affirmer que les revirements de dernière minute n'ont touché qu'une très faible partie de l'électorat et que, d'une façon générale, les conservateurs ont toujours été assez nettement en tête des prédictions de vote. La méprise des sondages pré-électoraux tient pour l'essentiel au fait qu'un nombre significatif d'électeurs conservateurs ont refusé de révéler leurs intentions de vote et ont ainsi conduit la plupart des instituts à sous-estimer le score à venir du Conservative Party.

Les bases de la victoire du parti de John Major étaient donc solidement établies bien avant le début de la campagne électorale. Bien que marginal, le passage de certains électeurs du camp travailliste vers les conservateurs a sans doute représenté un apport de voix juste suffisant pour permettre à ces derniers d'obtenir la majorité des sièges au Parlement. L'hypothèse souvent avancée d'un groupe d'électeurs conservateurs "honteux" (*ashamed Tory voters*) d'avouer leur intention de vote ne peut suffire à expliquer l'important écart constaté entre les prédictions faites par les sondages pré-électoraux et le résultat effectif de l'élection générale de 1992. En revanche, il n'est pas interdit de penser qu'une partie de l'électorat

a pu être motivée par des intérêts d'ordre personnel - pour ce qui concerne notamment les enjeux relatifs à la diminution des impôts -, débouchant sur un vote conservateur que l'on préfère sans doute masquer face à un intervieweur.

Dans un même ordre d'idées, il semble difficile d'expliquer la victoire conservatrice par un transfert de voix de dernière heure, qui aurait conduit certains électeurs des Liberal Democrats effrayés par la perspective d'une victoire travailliste à porter leurs suffrages sur le Conservative Party. Les enquêtes par panel ne permettent pas d'établir de façon nette l'existence d'un tel mouvement pendant la campagne. Elles révèlent en outre qu'une très faible part seulement de l'électorat potentiel des Liberal Democrats a pu croire à la possibilité pour le Labour d'obtenir la majorité des sièges. Seule une minorité a donc probablement répondu à l'appel de John Major et la peur d'un succès travailliste n'a apporté qu'un faible avantage aux conservateurs auprès de l'électorat *Lib. Dem.*

Dernier point, certains des événements ou tournants de la campagne elle-même peuvent-ils être pris en considération dans la tentative d'expliquer la défaite du Labour ? La réunion des travaillistes à Sheffield le premier avril 1992 a été très largement stigmatisée par la presse pour son triomphalisme et l'assurance dont les leaders ont fait preuve à cette occasion. Les enquêtes réalisées pour le compte du parti ont cependant révélé le faible impact de l'événement sur l'électorat. En revanche, *the war of Jennifer's ear* semble avoir eu une influence notable sur l'opinion publique [3]. L'examen statistique détaillé de l'ensemble des enquêtes pré-électorales réalisées entre le 11 mars et le 8 avril (soit un total de 50 sondages) montre qu'un changement d'attitudes s'est produit au sein de l'électorat juste après la diffusion du programme télévisé du Labour. Mais la conséquence principale de ce changement a été d'accroître surtout la popularité des Liberal Democrats aux dépends des deux principales formations politiques. La volonté des *Lib. Dem.* de ne pas entrer dans la querelle explique sans doute pour une large part ce bénéfice électoral.

Contrairement donc à un ensemble d'idées reçues, l'élection générale de 1992 n'a pas été marquée par une plus grande instabilité des comportements, une propension plus nette à l'indécision ni même une volatilité supérieure aux consultations précédentes. L'erreur d'appréhension commise par les instituts de sondage, pour ce qui concerne notamment le support potentiel du Conservative Party, se heurte à une évidence forte :

---

[3] Cette affaire renvoie à un programme télévisé du Labour Party consacré au système public de santé. Le reportage mettait en parallèle l'expérience de deux petites filles devant subir une opération du canal auditif. La première d'entre elles voyait son opération continuellement repoussée par le NHS tandis que la seconde bénéficiait immédiatement d'une intervention en milieu hospitalier privé. L'identité de l'une des petites filles fut révélée - sans doute avec l'assentiment du Conservative Party. Ce scandale a donné lieu à un débat virulent dans les médias, qui n'a épargné aucun des deux grands partis britanniques.

l'élection de 1992, comme la plupart de celles qui l'ont précédée, était jouée bien avant le début de la campagne officielle. Dès lors, l'explication du succès du parti emmené par le Premier Ministre nécessite une perspective de long terme.

Les ressorts de l'élection générale de 1992

L'identification des facteurs de l'échec électoral du Labour Party en 1992 demeure un enjeu fondamental de l'analyse des comportements, non seulement en termes de connaissance scientifique des dynamiques à l'oeuvre au sein de l'électorat mais au regard du système politique britannique, de sa spécification bi-partisane et, d'une façon plus générale, de l'état même de la démocratie pluraliste en Grande-Bretagne. La compréhension et l'analyse des ressorts de la dernière élection générale, tout comme l'énoncé de quelques perspectives pour le futur, requièrent de remonter bien au-delà du rendez-vous électoral de 1992, jusqu'aux racines du mal endémique dont semble souffrir la gauche britannique depuis la victoire du Conservative Party en 1979.

Nous avons d'ores et déjà signalé les données structurelles relatives aux changements sociaux sur le long terme comme obstacles majeurs à la progression électorale du Labour Party. En la matière, les travaillistes paraissent à bien des égards nager contre le courant quand bien même certains facteurs conjoncturels peuvent aider à sa conquête du pouvoir. Au premier rang de ces handicaps structurels, le déclin continu de la classe ouvrière, support "naturel" de la gauche britannique, depuis plus de trente ans joue probablement un rôle décisif en réduisant d'autant son réservoir potentiel d'électeurs. Deux chiffres sont significatifs : en 1964, la classe ouvrière représentait au total 51 % de l'électorat ; en 1992, cette proportion a chuté à 35 %. Si les effets déterminants de la classe sociale sur le vote étaient demeurés en l'état depuis la fin des années 1960, le Labour Party obtiendrait à l'heure actuelle 6 % environ des votes lors d'une élection générale. En ce sens, l'affaiblissement des logiques proprement sociales du choix politique - si tel est effectivement le cas - apparaîtrait plutôt comme une bonne nouvelle pour les responsables de l'opposition travailliste. En réalité, il semble que la classe sociale a continué à agir comme un facteur prédominant de structuration des orientations électorales. L'enjeu est clairement énoncé : tant que les classes moyennes continueront à se tourner de façon privilégiée vers le camp conservateur, la diminution du poids électoral de la classe ouvrière demeurera une limite sensible à l'opportunité d'un succès travailliste.

Les conséquences du maintien des facteurs sociaux du vote doivent cependant être confrontées à d'autres réalités de la société britannique. De façon concomitante au resserrement de la base ouvrière, certaines tendances ont eu pour effet d'offrir de nouvelles perspectives électorales au parti travailliste. Ainsi, par exemple, les minorités ethniques, globalement en faveur du Labour, ont connu un accroissement significatif, de même d'ailleurs que les personnes possédant un haut degré d'éducation qui sont souvent moins enclines à accorder leurs voix aux conservateurs. Simultanément, le déclin de la pratique religieuse et la diminution du nombre de catholiques pratiquants a privé le Conservative Party d'une part de son électorat traditionnel.

L'analyse du comportement électoral ne peut toutefois sombrer dans une forme de déterminisme social nécessairement réducteur. Si les changements sociaux majeurs à l'oeuvre depuis plus de trente ans ont clairement joué en tant que facteurs "aggravants" et aux dépends du Labour Party, ils ne permettent pas cependant d'expliquer en bloc ses contre-performances électorales récentes et ne condamnent pas en tout état de cause les travaillistes à une éternelle défaite. Les échecs proprement politiques (*political failures*) demeurent certainement la principale cause de l'insuccès du Labour au cours de ces dernières années. L'élection de 1992 permet de tirer plusieurs enseignements sur les effets dus aux facteurs politiques.

En premier lieu, il apparaît que le Parti Conservateur a subi l'effet d'un vote sanction sur sa politique économique de la part d'une petite partie de l'électorat convaincue de la stagnation ou de la détérioration de la situation de l'économie britannique en général. Ce vote de défiance n'a cependant pas profité au Labour. En second lieu, l'influence du leadership a été visible : la personnalité de John Major opposée à celle de Neil Kinnock a pu pour une part jouer en faveur des conservateurs. Troisièmement, il est possible de constater un impact de l'offre idéologique sur le choix électoral. La révision idéologique du Labour sur certains enjeux importants a eu pour conséquence un gain électoral non négligeable mais très largement insuffisant. Chacune de ces dimensions, on le voit, possède son propre aspect dynamique. Ce qui a pu jouer en faveur ou au détriment de tel parti en 1992 peut évidemment avoir un effet inverse en fonction du contexte et de la configuration particulière d'une consultation électorale ultérieure.

A ces données de moyen terme s'ajoute l'évolution de l'identification partisane depuis le milieu des années 1960. L'observation sur le temps long de l'attachement individuel aux principaux partis de gouvernement montre un déclin sensible au sein de l'électorat de la proportion d'électeurs qui s'identifient au Labour Party. Cette tendance initiée dans les années 1970 ne semble pas avoir été renversée depuis. Malgré l'accroissement du vote travailliste entre 1983 et 1992, il semble que

le Labour n'a pas réussi à reconquérir le coeur de cette part significative de l'électorat qui s'est lentement éloignée de ses attaches antérieures. En ce sens, les difficultés rencontrées par la gauche britannique à la charnière des années 1980 ont eu des conséquences importantes, non seulement en termes de résultats électoraux bruts, mais surtout par la rupture de ces liens de loyauté qui restent souvent déterminants au moment de voter. L'histoire nous enseigne que les identités partisanes se délitent souvent beaucoup plus facilement qu'elles ne se reconstituent, et l'une des perspectives du parti travailliste peut être de s'atteler à la tâche de reconstruction lente des liens rompus dans le passé récent.

L'élection présidentielle de 1995 (France)

L'élection présidentielle d'avril-mai 1995 en France confirme un ensemble de tendances observables depuis le début des années 1990. Elle s'inscrit d'abord dans un contexte général de démobilisation électorale et de propension croissante des citoyens Français à se détourner des urnes. En 1995, le taux d'abstention du premier tour atteint 20 % contre 18 % lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Rendez-vous majeur de la vie politique hexagonale, la consultation de 1995 illustre surtout plusieurs phénomènes qui paraissent constituer aujourd'hui des dimensions incontournables de l'analyse et de la compréhension des comportements électoraux ou de l'orientation des choix politiques : crise de légitimité de la représentation traditionnelle, malaise à l'intérieur même de partis minés par les querelles de clans, courants ou tendances parfois antagonistes, affaiblissement en partie de facteurs structurants du vote - telle que la classe sociale - et émergence de nouveaux clivages sociaux.

Le débat sur les sondages d'opinion, qui a immédiatement suivi l'annonce des résultats, a eu pour conséquence d'éclairer l'indécision politique grandissante des Français, la difficulté pour beaucoup d'entre eux à formuler un choix jusqu'au dernier jour de la campagne. La perplexité dont a fait preuve une part importante du corps électoral n'est pas uniquement symptôme de doute ou d'irrésolution ; elle témoigne de l'éclatement des identités partisanes classiques et de l'accroissement de la volatilité électorale. Au premier tour de l'élection présidentielle, les "petits" partis réunissent 38 % des voix, résultat fort comparable au score global de ces forces périphériques lors du premier tour des élections législatives de 1993 (35 %).

En dépit du rôle particulier que joue l'élection du Président de la République au sein du système politique français, la consultation d'avril-mai 1995 révèle nombre de mutations, en cours ou achevées, dont il faudra

probablement tenir compte à l'avenir. A regarder la dynamique générale de la dernière élection présidentielle, ces bouleversements sont apparus dans chacun des moments forts de cette période de quelques mois ouverte par l'entrée en lice des principaux protagonistes de la compétition et close par l'annonce du résultat définitif au soir du second tour.

La campagne

La multiplicité des actes individuels, déclarations de chaque candidat, annonces de sondages pré-électoraux ou autres événements sociaux et politiques qui ont jalonné la campagne pour l'élection présidentielle rend à l'évidence difficile toute tentative de retracer de façon exhaustive la chronologie des faits, depuis la fin de l'année 1994 jusqu'au printemps 1995. Tous les commentateurs ont en outre souligné l'originalité à bien des égards de cette sixième compétition pour la Présidence : la configuration pour le moins inédite des candidatures à droite, l'émergence et le mode de désignation d'une nouvelle figure de proue au sein de la gauche socialiste, le climat politique empoisonné par la multiplication des affaires financières ou le nouvel empire contesté des sondages d'opinion ne représentent que quelques-unes des figures propres à cette élection. Quelques données de fond méritent sans doute d'être rappelées.

Lorsqu'il est encore potentiellement candidat à la Présidence de la République, Edouard Balladur bénéficie, avec l'ensemble de son gouvernement, d'un fort crédit de confiance auprès de l'opinion publique. Toutes les enquêtes convergent dans leur analyse des rapports de force entre la gauche et la droite, ainsi qu'au sein de la droite elle-même, et il ne fait aucun doute au début du mois de janvier 1995 que le Premier Ministre devrait facilement l'emporter au soir du premier tour. L'histoire de la construction progressive de la candidature Balladur, dont on sait à présent qu'elle remonte bien avant les premières agitations de la campagne, illustre l'importance croissante acquise au cours du temps par le facteur "opinion publique" et l'opportunité pour certains acteurs de premier plan de fonder une légitimité politique sur le simple constat d'existence d'une force d'opinion, dont la nature demeure encore au coeur du débat de la science politique et d'une sociologie critique des sondages. Au-delà des termes mêmes de la controverse sur les enquêtes d'opinion, il est intéressant de noter les modes d'utilisation stratégique et politique de cette ressource devenue, qu'on le veuille ou non, inestimable pour quiconque entre dans la compétition partisane nationale. Pragmatisme et opportunisme - au sens de la saisie d'une opportunité politique particulière - sont ainsi au coeur du

parcours du Premier Ministre candidat. La légitimité acquise à la tête de l'Etat, au cours d'une seconde cohabitation très largement édulcorée et qui a vu l'effacement progressif de François Mitterrand, s'ajoute à cet ensemble de données caractéristiques de la fin de l'année 1994 et des premières semaines de 1995.

La course au succès entamée très tôt par Jacques Chirac présente des caractéristiques très différentes. A l'inverse de son rival, le Maire de Paris entame sa campagne présidentielle avec un faible capital de crédibilité au sein de l'opinion et souffrira pendant plusieurs semaines de l'hégémonie balladurienne dans les sondages d'intentions de votes. La dynamique chiraquienne repose sur un ensemble d'éléments de rupture qui ont, peu à peu, permis au candidat "naturel" du RPR d'ouvrir son propre espace politique au sein d'une épreuve présidentielle pour laquelle il semblait avoir été disqualifié d'entrée de jeu. Nouveauté de style, d'abord, au regard de la teneur même du message adressé aux électeurs. Axé sur des thèmes populaires - certains diraient peut-être plus volontiers "populistes" -, le projet de société défendu dans *La France pour tous* semble avoir partiellement réussi à établir une correspondance entre une offre politique, peu habituelle de la part de l'ancien chef de la majorité entre 1986 et 1988, et une demande grandissante au sein de la société, dont les enquêtes sortie-des-urnes ont toutes confirmé la saillance : chômage, exclusion, inégalités et défense des acquis sociaux étant au rang des premières priorités des électeurs au soir du 23 avril. L'acquisition de crédibilité sur le thème de la "fracture sociale" a sans doute très largement dépendu de l'entourage du candidat : il semble qu'en la matière le soutien apporté par Philippe Séguin a permis de reléguer au second plan l'idée d'une droite ultra-libérale dont Alain Madelin, par exemple, incarne pour beaucoup le modèle idéal-typique. Il est clair également que la victimisation évidente dont a souffert Jacques Chirac dès son entrée dans la compétition a pu contribuer à entériner le changement d'image, à gommer certains des traits de caractère autoritaire ou impulsif que lui prêtaient jusqu'alors une grande majorité des Français.

Si les campagnes d'Edouard Balladur et Jacques Chirac sont prioritairement orientées vers la conquête du pouvoir présidentiel, les logiques qui prévalent à la désignation de Lionel Jospin par le Parti socialiste sont autres, dans un contexte où tout porte à croire que la droite l'emportera au second tour malgré ses divisions internes et ses luttes fratricides. Après le refus de Jacques Delors au mois de décembre 1994 de représenter la famille socialiste, l'objectif majeur du PS peut difficilement se définir en termes de victoire. Les événements qui suivent sont prioritairement liés à la re-définition du pôle socialiste à l'aube de l'ère post-mitterrandienne, aux évolutions internes du Parti d'Epinay, à sa situation sur l'échiquier politique et au rôle qu'il peut espérer jouer après deux revers

importants lors des élections législatives de 1993 et européennes de 1994. Dès 1992, les évolutions à gauche de l'axe politique ont démontré la nécessité d'une restructuration du pôle progressiste et posé la question de la place du PS au sein d'une gauche rénovée. Le choix de Lionel Jospin répond à cet ensemble d'exigences : sa position idéologique à mi-chemin entre l'orthodoxie et l'évolution social-démocrate, son image d'indépendance hors de la logique d'appareil et de regard critique vis-à-vis du legs de deux septennats, sa capacité enfin à mobiliser à ses côtés certaines des figures montantes de la jeune génération de leaders socialistes et trouver une légitimité directe auprès du peuple des adhérents confèrent à l'ancien Ministre de l'Education un certain nombre d'atouts qu'il semble avoir exploité au mieux lors de la campagne.

Le premier tour

Avec 23.3 % des suffrages exprimés lors du premier tour, Lionel Jospin semble mettre un coup d'arrêt au déclin électoral enregistré par le Parti socialiste en 1993 (19 % des voix) et 1994 (avec 14.5 % seulement des suffrages lors des élections européennes de juin). Au-delà de la seule performance électorale, le succès remporté par le candidat du PS semble éclaircir l'avenir d'un parti que l'on disait fortement menacé. Les données du premier tour, confirmées ensuite par le résultat du second tour, attestent de la place du Parti socialiste au sein de la gauche et de l'opportunité pour un leadership renouvelé de gérer la phase de transition après la fin de l'époque mitterrandiste.

L'élection présidentielle de 1995 en France
(résultats du premier tour, 23 avril)

	% des inscrits	% des exprimés
Arlette Laguiller	4.0	5.3
Robert Hue	6.6	8.6
Lionel Jospin	17.7	23.3
Dominique Voynet	2.5	3.3
Edouard Balladur	14.1	18.6
Jacques Chirac	15.9	20.8
Philippe de Villiers	3.6	4.7
Jean-Marie Le Pen	11.4	15.0
Jacques Cheminade	0.2	0.3

Ce succès d'estime ou de survivance politique ne peut masquer cependant une autre réalité : en 1995, Lionel Jospin obtient le score le plus bas d'un candidat socialiste à l'élection présidentielle. A titre de comparaison, François Mitterrand avait réuni 26.1 et 34.1 % des voix lors

des élections présidentielles de 1981 et 1988. Ce constat d'échec qui vient contrebalancer l'effet positif produit par le classement final de la gauche socialiste s'établit avec plus d'acuité encore au regard de la configuration politique de ce premier tour. La division des écologistes et la nécessité d'un vote de barrage à la droite ont incontestablement joué en faveur du représentant du PS. A la différence des élections européennes de 1994, l'offre électorale à gauche s'est sensiblement réduite : Lionel Jospin n'a pas eu notamment à affronter de candidat de centre-gauche comme cela a été le cas un an auparavant avec la concurrence de la liste présentée par Bernard Tapie, dont on sait qu'elle a assez nettement mordu sur un électorat jeune et populaire.

Un bref regard porté à l'électorat de Lionel Jospin au soir du 23 avril invite de la même façon à tempérer l'analyse du résultat brut. La réalité sociale du socialisme électoral sort profondément bouleversée de la dernière consultation présidentielle. Entre 1988 et 1995, le PS a perdu une part substantielle de son soutien dans les classes populaires ainsi qu'auprès des jeunes électeurs. Les reculs les plus nets s'enregistrent chez les moins de 30 ans, les personnels de service, les employés et les ouvriers (Cf tableau ci-dessous).

Age et profession : évolution de l'électorat socialiste entre les premiers tours des élections présidentielles de 1988 et 1995

	F. Mitterrand	L. Jospin	Ecart 1988-95
AGE			
18-24 ans	41	24	-17
25-29 ans	38	19	-19
30-34 ans	32	20	-12
35-39 ans	37	27	-10
40-49 ans	32	23	-9
50-64 ans	31	22	-9
65 ans et +	33	25	-8
PROFESSION			
Agriculteurs	20	14	-6
Artisans, Commerçants	25	10	-15
Cadres sup., Prof. Lib.	25	23	-2
Enseignants	38	40	+2
Prof. intermédiaires	29	23	-6
Employés	36	22	-14
Personnels de service	44	18	-26
Ouvriers qualifiés	41	25	-16
Ouvriers non qualifiés	44	29	-15
Ensemble	34	23	-11

Source : sondages post-électoraux SOFRES-CEVIPOF.

Avec 20.8 % des suffrages exprimés, Jacques Chirac arrive en seconde position le 23 avril 1995. Traditionnellement, l'ancien Maire de Paris n'a jamais réussi à étendre son audience au-delà du cercle d'un électorat classique de droite : artisans, commerçants et agriculteurs constituent régulièrement les troupes de choc d'une la base électorale chiraquienne qui ne s'est jamais véritablement élargie à d'autres secteurs de la société lors des consultations électorales précédentes. De fait, au premier tour de la présidentielle de 1995, Jacques Chirac engrange d'abord les voix de son électorat régulier. Il retrouve ainsi la plus grande part de ceux qui avaient déjà voté pour lui en 1988, attire 60 % au total des sympathisants RPR et trouve principalement son soutien chez les électeurs qui se situent à droite sur l'échelle politique. La géographie du vote pour l'ancien président du RPR est assez révélatrice du succès rencontré lorsqu'il s'est agi de mobiliser ce soutien électoral traditionnel. C'est à Paris et dans le Limousin - autour du fief corrézien - que le candidat gaulliste obtient ses meilleurs scores, au coeur même de la chiraquie et de ses zones de force constantes. L'originalité de l'échéance présidentielle en 1995 tient à l'opportunité pour Jacques Chirac d'élargir partiellement son public et de dépasser les frontières du petit monde régulièrement acquis à sa cause. Il recueille ainsi 29 % des suffrages chez les plus jeunes ; de façon plus limitée, il enregistre un succès inhabituel auprès des classes populaires en obtenant 17 % des votes ouvriers et 22 % des voix chez les employés. Solidement appuyé sur une base traditionnelle, le succès de Jacques Chirac s'est nourri aussi pour une part d'un apport d'électeurs plus jeunes et plus populaires.

Cette relative hétérogénéité du soutien à l'ancien Maire de Paris ne s'illustre pas seulement en termes de composition sociale. Elle renvoie parallèlement à des systèmes de valeurs ou d'attitudes disparates et parfois antagonistes. Coexistent ainsi deux groupes d'électeurs : le premier est caractérisé par un plus haut degré d'autoritarisme et de conservatisme social, tels qu'ils peuvent être révélés notamment par les opinions relatives à l'insécurité, à l'immigration (refus du droit de vote aux immigrés), aux droits des homosexuels ou à la demande répressive (rétablissement de la peine de mort). Ce premier ensemble représente plus des trois quarts de l'électorat de Jacques Chirac. Le quart restant est composé par une frange d'individus plus jeunes et globalement plus "tolérants" sur les questions mentionnées. Leur différence s'affirme plus clairement encore par l'importance qu'ils accordent aux enjeux du chômage, de l'exclusion ou de la protection sociale. Ce caractère composite de l'électorat chiraquien démontre que le nouveau discours à tonalité plus sociale, placé au centre de la campagne présidentielle, a pu séduire un certain nombre d'électeurs populaires disposés à accorder leur confiance à Jacques Chirac en matière de lutte contre l'exclusion.

Mis en perspective avec les données disponibles pour ce qui concerne le support politique de l'ancien Maire de Paris, l'électorat d'Edouard Balladur se révèle assurément beaucoup moins hétéroclite. Le Premier Ministre recrute essentiellement ses électeurs au sein de la droite "profonde", celle des personnes de plus de 65 ans et des catholiques pratiquants réguliers. Il paraît avoir été plus à même de récupérer les sympathisants de l'UDF puisque 55 % d'entre eux ont porté leur choix sur le chef du Gouvernement contre 21 % seulement pour Jacques Chirac. L'examen de la répartition géographique des votes pour Edouard Balladur montre clairement que ce dernier obtient ses meilleurs scores dans les départements centristes, là même où Raymond Barre dépassait sa moyenne nationale au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 (Alsace, partie Ouest du pays). Les motivations mises en avant par les électeurs du Premier Ministre - telles qu'elles apparaissent dans les enquêtes sortie-des-urnes - suggèrent l'importance du bilan gouvernemental : pour 80 % d'entre eux, les partisans d'Edouard Balladur disent avoir une opinion positive de l'équipe en place entre 1993 et 1995.

L'échec du Premier Ministre trouve ses fondements dans certains des ressorts internes de sa campagne et des événements propres aux dernières semaines d'avant le premier tour. Assurément, la conjoncture politique de l'hiver et du début du printemps 1995, marquée par les manifestations étudiantes et la résurgence consécutive de la crise du CIP ou les scandales financiers qui touchent les sommets de l'Etat et n'épargnent pas le Premier Ministre, concourt de façon nette à entamer le potentiel de confiance au sein de l'opinion et prive du même coup le candidat Balladur d'une partie de ses ressources essentielles en termes de légitimation. Plus encore, ce n'est que bien après l'annonce officielle de sa candidature qu'Edouard Balladur a véritablement pris part à la compétition. Dans les premiers moments de son parcours de candidat, le chef du Gouvernement a privilégié son rôle de responsable de l'exécutif, en charge des affaires nationales et a ainsi misé sur un processus de transfert progressif de la légitimité liée à sa fonction ministérielle vers une forme de légitimité présidentielle. Du point de vue structurel, l'insuccès trouve aussi sa source dans l'absence de base politique suffisamment établie, en dépit du soutien trouvé auprès d'une partie importante des leaders de l'UDF. A l'inverse, le succès remporté par Jacques Chirac doit beaucoup à l'effort déployé pour l'organisation d'une campagne de proximité sur le terrain et à l'appui trouvé auprès de l'appareil RPR dont le haut degré de centralisation a assuré à l'ancien Maire de Paris un pouvoir de contrôle dont on a pu mesurer l'importance au soir du premier tour, notamment en termes de mobilisation des sympathisants et des membres les plus actifs du parti gaulliste.

Mobilisation, aussi, dans les rangs de l'extrême-droite. Fort de 15 % des suffrages exprimés en faveur de Jean-Marie Le Pen, le Front

national confirme son enracinement au coeur même du paysage politique français, et ce en dépit de l'isolement politique dont il a été l'objet depuis le début des années 1990. En 1995, le FN récolte les fruits d'un long travail d'implantation au niveau local, de développement de ses structures partisanes, de notabilisation progressive de ses élus et d'entrisme dans les milieux socio-professionnels. Si le vote Le Pen de 1988 avait pu être décrit comme une expression fondamentalement protestataire, il semble bien que l'on a assisté lors de la dernière élection présidentielle à plusieurs mutations essentielles. En termes sociologiques, d'abord, le Front national a considérablement élargi son audience dans les milieux populaires, au sein des catégories ouvrières urbaines les plus exposées à la récession, au chômage et à la désintégration sociale : 18 % des employés, 25 % des personnes au chômage et 30 % des ouvriers ont choisi Jean-Marie Le Pen le 23 avril. Pour 60 % d'entre eux, les électeurs FN disent avoir voté en priorité pour le programme proposé par l'extrême-droite et non pas seulement pour le charisme de l'ancien député poujadiste ou pour signifier son mécontentement à la désormais trop fameuse "bande des quatre". Si de par le passé le Front national avait souvent éprouvé de grandes difficultés à fidéliser son potentiel électoral, il apparaît en 1995 que l'identification au parti de Jean-Marie Le Pen va croissant, réduisant du même coup les tentations versatiles de ceux qui portent leur choix sur le Front national : au premier tour de la présidentielle, le leader national-populiste retrouve 80 % de ceux qui avaient déjà voté pour lui sept ans auparavant. Viennent s'agglomérer certaines franges de l'électorat de gauche puisque Jean-Marie Le Pen obtient un bulletin de vote de la part de 12 % de ceux qui avaient élu François Mitterrand au second tour de l'élection de 1988.

Ce succès non démenti de l'extrême-droite française depuis la fin des années 1980 tranche de façon étonnante avec le déclin continu du Parti communiste. Avec 8.7 % au total des suffrages exprimés lors du premier tour, Robert Hue fait à peine mieux que son prédécesseur, André Lajoinie, en 1988. Si l'on ajoute les voix obtenues par Pierre Juquin, l'audience du PC stagne à un niveau fort comparable, ce qui dément en partie la thèse d'un regain à l'extrémité gauche de l'axe politique. Plusieurs facteurs peuvent aider à comprendre la contre-performance du candidat communiste. En premier lieu, il est indéniable que la candidature de Robert Hue a souffert de l'affaiblissement général dont la gauche française a été victime depuis 1992. Cette dernière réunissait 45 % des suffrages en 1988 contre 37 % lors de la dernière consultation. Au regard des logiques sociales et politiques du vote présidentiel de 1995, il apparaît que le PCF a eu à affronter une triple concurrence. Sur sa gauche, les 5 % de voix recueillis par Arlette Laguiller pour Lutte Ouvrière sont à porter, pour partie d'entre eux, au déficit du Parti communiste. A sa droite, la menace d'un doublé des candidats émanant du RPR a probablement porté une partie de l'électorat PC a privilégié un vote

utile et "défensif" en faveur de Lionel Jospin, afin d'assurer la présence d'un candidat de gauche au second tour. A l'extrême-droite enfin, la nouvelle dynamique sociale du FN et le succès rencontré par Jean-Marie Le Pen auprès des jeunes hommes issus des classes populaires ont privé le PC d'une part de son électorat potentiel. Le reflux communiste dans certaines catégories sociales traditionnellement orientées à gauche est significatif : ainsi, Robert Hue ne regroupe sur son nom que 6 % des électeurs âgés de moins de 24 ans ; il perd simultanément toute prétention à incarner la protestation des classes les plus défavorisées, avec 15 % seulement des suffrages ouvriers. Et si les thèmes du chômage, des inégalités et de l'exclusion ont été placés au premier rang des préoccupations par nombre d'électeurs du premier tour, le Parti communiste ne semble plus en mesure de répondre aux attentes de ceux qui se sentent le plus touchés par l'accroissement de la précarité sociale. Au cours des quinze dernières années, les liens privilégiés qu'il entretenait avec le monde ouvrier se sont considérablement distendus.

Le second tour

La victoire de Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle de 1995 tient en grande partie à la position hégémonique dont la droite modérée semble bénéficier depuis les législatives de 1993. Le déplacement à droite du centre d'inertie de la vie politique nationale au début des années 1990 est à ce titre une donnée de fond dont il faut tenir compte. Pour ce qui nous concerne ici, c'est sur la dynamique électorale même que l'on voudrait insister. Avec 20 % à peine des suffrages à l'issue du premier tour, l'ancien Maire de Paris atteint un score définitif de 52.7 % au soir du 8 mai. Le candidat de la droite modérée trouve ainsi 60 % de son audience entre les deux tours de l'élection.

Incontestablement, un potentiel dépassant de beaucoup le niveau de 20 % existe, puisqu'au total les représentants du RPR et de l'UDF ont totalisé 44 % environ des voix. Jacques Chirac n'attire pas pourtant l'ensemble des électeurs d'Edouard Balladur ou de Philippe de Villiers : il bénéficie en compensation de l'apport d'une partie de ceux qui avaient choisi l'extrême-droite et de ceux qui n'avaient pas voté le 23 avril. Confirmant pour une part les tendances observables lors du premier tour, le candidat gaulliste obtient un bon score auprès des jeunes (55 %) et parvient dans une certaine mesure à réduire l'écart entre la partie la plus aisée de son électorat (50 % des cadres supérieurs et professions libérales) et une base populaire élargie (43 % des ouvriers).

Avec 47.3 % des voix, Lionel Jospin obtient le score le plus bas pour un candidat socialiste depuis 1974 : cette année là, François Mitterrand récoltait 49.3 % face à Valéry Giscard d'Estaing. En 1981, le chef de file de l'opposition l'emportait avec 52.2 % avant d'être largement réélu sept ans plus tard avec 54 % des suffrages lors du second tour de l'élection présidentielle de 1988. Mais c'est d'abord la capacité de l'ancien Ministre de l'Education à rassembler le "peuple de gauche" que l'on retiendra après le 8 mai. Le succès de Lionel Jospin reste probablement lié à la re-mobilisation d'une partie des classes les plus défavorisées (ouvriers, chômeurs) et de la plus grande majorité de l'électorat traditionnel de la gauche, y compris la fraction qui s'était détournée du PS lors du premier tour. Le candidat socialiste retrouve ainsi les suffrages des sans-religion, des électeurs âgés de 25 à 34 ans, des salariés du secteur public et des enseignants. Cette étonnante recomposition sociale ne doit pas masquer cependant les logiques politiques inhérentes à ce second tour ainsi que la persistance des difficultés du PS à s'imposer comme principal porte-parole des classes populaires. La menace d'une victoire sans partage du candidat de droite a probablement contribué à mobiliser l'électorat de gauche. Plus qu'un vote en faveur de Lionel Jospin, il faut voir dans cette dynamique du second tour une levée de rempart contre Jacques Chirac. Hypothèse confirmée au demeurant par l'examen des motivations de vote dans les sondages sortie-des-urnes. Pour près de deux tiers des électeurs de gauche, le choix du candidat présenté par le Parti socialiste s'est fondé sur la volonté de faire barrage à la droite et révèle surtout un vote anti-Chirac. Ce constat d'ordre conjoncturel se double d'une conclusion pessimiste quant à la permanence du déficit socialiste auprès des catégories les plus défavorisées, beaucoup plus réticentes que de par le passé à accorder leur confiance au socialisme de gouvernement.

Conclusion

Ces quelques rappels généraux montrent bien que l'élection présidentielle de 1995 ne se laisse pas appréhender comme un phénomène homogène qui renverrait, selon l'angle de vue, à un grand désordre électoral ou, à l'inverse, à la conclusion d'une certaine pérennité des données structurantes de la vie politique française sous la V^{ème} République. La réalité de cette dernière consultation majeure du corps électoral national se situe bien à mi-chemin de ces deux façons de percevoir les événements d'avril-mai 1995, quelque part entre la crise profonde du système politique et la récurrence de référentiels idéologiques essentiels qui continuent de peser sur les choix électoraux des Français.

Nul ne peut nier l'importance du trouble qui semble avoir saisi les électeurs en France au moment du vote. Les résultats et les processus en jeu lors de l'élection présidentielle de 1995 ont porté au jour les perturbations et la désorganisation à l'oeuvre au coeur même du système politique, en même temps que les bouleversements survenus depuis plusieurs années déjà dans les grands clivages sociologiques qui aidaient jusqu'alors à mieux cerner les comportements politiques. En cela, le rendez-vous présidentiel trouve sa place dans une série d'élections clés, depuis probablement les régionales de 1992. L'affaiblissement des attaches partisanes, la volatilité croissante ou le pouvoir attractif des forces périphériques témoignent de la crise de la représentation politique et des partis de gouvernement. En même temps, de nouvelles oppositions surgissent, qui semblent placer face à face la France des exclus et celle des privilégiés, les catégories qui se sentent aujourd'hui menacées directement par le chômage ou la marginalisation sociale et celles qui paraissent plus favorisées et donc plus aptes à affronter les conséquences de la montée des inégalités.

En dépit pourtant de ces changements importants, il apparaît au sortir de l'élection présidentielle de 1995 que certains ensembles de références idéologiques perdurent et survivent à l'éclatement des données anciennes. Ainsi en est-il du caractère bipolaire du système politique français et du traditionnel clivage gauche-droite. L'examen des reports de voix entre les deux tours de la présidentielle montre combien cette logique duale a fortement conditionné les choix des électeurs lorsqu'il s'est agi de confier les rênes du pouvoir à l'un des deux candidats restés en lice.

Les transferts de voix du premier au second tour : élection présidentielle de 1995 en France

	Lionel Jospin	Jacques Chirac	Abs, Bl. et nuls
Laguiller	62	16	22
Hue	82	5	13
Jospin	94	3	3
Voynet	75	11	14
Balladur	9	84	7
Chirac	2	92	6
de Villiers	13	74	13
Le Pen	28	51	21

Source : sondage post-électoral SOFRES.

Au total, la volatilité inter-blocs est demeurée limitée à une faible part du corps électoral : seuls 10 % des électeurs sont passés de la gauche à la droite ou de la droite à la gauche entre les deux tours. Par contraste avec la grande dispersion des votes au premier tour, l'affrontement Jospin-Chirac a donné lieu à un réalignement de la grande majorité des votants selon leur

"famille" politique. Les enquêtes réalisées à l'issue du second tour confirment cette dynamique globale de polarisation des comportements : 92 % des électeurs qui se situent à gauche sur l'axe politique ont porté leurs suffrages sur le candidat du Parti socialiste. Seuls les électeurs de Jean-Marie Le Pen semblent échapper à cette logique : au soir du second tour, 51 % seulement d'entre eux accordent leur confiance à Jacques Chirac. Plus d'un quart des électeurs du Front national préfèrent voter pour Lionel Jospin tandis que 21 % suivent les consignes du Président du FN et se tournent vers l'abstention. Cette plus grande diversité de choix tient à la grande hétérogénéité du soutien de l'extrême-droite lors du premier tour, à sa capacité à puiser dans le réservoir électoral de la gauche. Au regard, toutefois, du placement des électeurs de Jean-Marie Le Pen sur l'axe gauche-droite, on remarque qu'ils ont, en majorité, rejoint leur famille d'origine au second tour.

Cette recomposition tient naturellement à la nature même du scrutin présidentiel ; elle apparaît comme une conséquence directe du système majoritaire à deux tours qui régit la désignation du Président français. A cela s'ajoutent probablement plusieurs facteurs relatifs au contexte même de la consultation de 1995. A la différence, par exemple, de la seconde candidature de François Mitterrand en 1988, chacun des deux protagonistes de la dernière élection est apparu comme le représentant d'un camp particulier, clairement identifiable, et ne pouvait prétendre au statut de rassembleur national sur lequel l'ancien Président de la République avait axé sa campagne lors de sa réélection. A gauche, il est incontestable que la menace et la crainte d'une victoire sans partage de Jacques Chirac ont contribué à stimuler les réflexes identitaires et à rassembler ainsi le pôle progressiste autour de la candidature de Lionel Jospin.

Gilles IVALDI